

## Services d'intérêt général

Le groupe socialiste du Parlement européen (PSE) a organisé deux conférences publiques, les 15 et 16 février derniers, l'une sur la directive services, l'autre sur les services publics locaux, auxquelles il a invité les membres de sa famille politique des parlements nationaux.

A l'issue de la première conférence, Evelyne Gebhardt a exprimé clairement sa préférence pour l'application de la méthode communautaire de l'harmonisation dans le domaine des services et s'est dite prête à bouleverser de fond en comble la proposition de directive services. Elle a avancé l'idée de "critères" pour définir les services qui entreraient ou seraient exclus du champ d'application de la directive.

A l'issue de la deuxième conférence, Bernhard Rapkay, en charge de préparer l'avis du Parlement sur le Livre blanc sur les SIG, a rappelé que le Parlement s'était déjà prononcé pour un "cadre juridique en codécision" en janvier 2004 (rapport Herzog, voir bulletin 144). Pour sa part, il entend élaborer son argumentaire en partant du marché intérieur, dans lequel s'inscrivent les services d'intérêt général, à partir de principes et de critères, plutôt que d'une liste, pour définir si une activité est économique ou non, de la place des collectivités locales dans le marché intérieur, de l'équilibre à trouver sur la nécessité de passer un appel d'offres ou pas.

## Aides d'Etat à finalité régionale

La Commission a lancé, le 27 janvier dernier, une consultation publique sur la révision des lignes directrices sur les aides à finalité régionale sur la base d'un document informel qui rassemble les observations recueillies auprès des Etats membres, des régions et organisations régionales d'avril à juin 2004. Ce document, notamment, propose que les régions relevant de l'article 87-3a soient celles dont le PIB par habitant ne dépasse pas 75% de la moyenne de l'UE et définit trois types de régions pouvant relever de l'article 87-3c, toutes les autres régions étant exclues de ces aides. Les Etats membres ont jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2005 pour présenter leurs observations écrites à la Commission qui fera une proposition de nouvelles lignes directrices en septembre 2005.

Quatre Etats membres, l'Allemagne, l'Autriche, la France et le Royaume-Uni, ont émis des réserves, en particulier, sur le fait que "des différentiels d'aides trop importants entre territoires de l'Union seraient susceptibles d'entraîner des effets néfastes pour l'emploi [...] en incitant les entreprises à la délocalisation".

La Conférence des régions maritimes périphériques (CRMP) voit dans ces propositions une invitation aux petites et moyennes entreprises à déménager vers les régions d'Europe les plus prospères et demande à la Commission d'être "cohérente" avec son objectif de développement de l'ensemble des régions. Le Conseil des communes et des régions d'Europe (CCRE) estime, lui aussi, que les règles en matière d'aides d'Etat ou régionales "doivent être cohérentes entre elles" et tenir compte des disparités entre les niveaux de développement "de région à région, indépendamment .../...

## Services of general interest

The Party of European Socialists at the European Parliament (PES) organised two public conferences, on 15<sup>th</sup> and 16<sup>th</sup> February 2005, to which it invited members of its political family from national parliaments, one on directive services and the other on local public services.

At the end of the first conference, Evelyne Gebhardt clearly expressed her preference for the application of the Community's method of harmonization in the field of services and declared she was ready to profoundly change the proposal for the directive on services. She put forward the idea of "criteria" in defining services which would be included or excluded from the scope of the directive.

At the end of the second conference, Bernhard Rapkay, responsible for the preparation of the Parliament's opinion on the White Paper on SGI, recalled that the Parliament had already ruled in favour of a "legal framework for co-decision" in January 2004 (Herzog report, see bulletin 144). He plans to work out his argument, based on, the internal market in which services of general interest are defined from principles and criteria, rather than from a list, to determine whether an activity is economic or not, on the place of the local authorities in the internal market and on the balance sought to determine whether to tender a contract or not

## Regional Aids

On 27<sup>th</sup> January 2005, the Commission launched a public consultation on the revision of guidelines on regional aids on the basis of a non-paper which gathered observations received from Member States, regions and regional organisations, from April to June 2004. In particular, the document proposes that regions falling under article 87-3a should be those whose GDP per capita does not exceed 75% of the EU average and, defines three types of regions that could fall under article 87-3c, all other regions are excluded from this type of aid. Member States have until 1<sup>st</sup> March 2005 to submit their written observations to the Commission which will then prepare a proposal for new guidelines in September 2005.

Four Member States, Germany, Austria, France and the United Kingdom, have expressed their reservations, in particular, on the fact that "wide disparities in the amount of aid between territories of the Union would likely to have negative effects on employment [...] by encouraging companies to resort to delocalisation".

The Conference of Peripheral Maritime Regions (CPMR) sees in these proposals an encouragement to small and medium-sized undertakings to move into the most prosperous areas of Europe and, has called on the Commission to be "coherent" with its objective for the development of all regions. The Council of European Municipalities and Regions (CEMR) equally considers that, rules regarding State or regional aid "must be coherent between them" and should take into account disparities between different levels of development "between one region and the other, irrespective .../...

des situations nationales"

[http://www.europa.eu.int/comm/competition/state\\_aid/region\\_al/multilateral\\_meeting/fr.pdf](http://www.europa.eu.int/comm/competition/state_aid/region_al/multilateral_meeting/fr.pdf)

---

## Compensations d'obligations de services publics (OSP)

Le Parlement européen a adopté, le 23 février dernier, le rapport pour avis de Sophia in't Veld (PPE, Pays-Bas) sur l'encadrement des compensations d'OSP, ("Paquet Monti"). Ce rapport propose de modifier le projet de la Commission sur les points suivants ♦ ne pas exclure de plein droit les entreprises du secteur des hôpitaux et du logement social de la notification des aides reçues. Les Etats membres qui voudront que ces secteurs soit exemptés devront en fournir une description détaillée à la Commission ♦ que les entités pouvant prétendre bénéficier de compensations de service public soient celles exerçant une mission de service public, la mission étant "confiée, soit au moyen d'une procédure d'adjudication équitable et transparente, soit au moyen d'un acte officiel", ce qui laisse un plus large choix à l'autorité publique ♦ fixation des seuils annuels au dessous desquels les compensations de service public sont exemptées de notification à 50 millions d'euros de chiffre d'affaire et à 15 millions d'euros de compensation ♦ extension du champ des exemptions "aux liaisons aériennes avec les îles et aux liaisons aériennes et terrestres avec les communautés éloignées et isolées", sous le seuil de 300 000 passagers ♦ faire précéder le renouvellement de l'encadrement réglementaire d'une étude d'impact et d'une consultation.

Que va conclure la Commission de ce rapport ?

---

## Marchés publics

Le Conseil des communes et des régions d'Europe (CCRE) a critiqué, le 20 janvier dernier, la teneur de l'arrêt de la Cour de justice, du 11 janvier dernier, qui dit que l'attribution d'un marché public à une entreprise partiellement privée, indépendamment du pourcentage de participation publique, ne peut pas être exempté des règles communautaires de passation des marchés publics (arrêt C-26/03 Stadt Halle, voir bulletin 167). Selon le CCRE, "l'arrêt constitue une menace pour la viabilité des sociétés contrôlées par des autorités publiques dans toute l'Europe". Le CCRE estime que si la concurrence est nécessaire, "les autorités locales doivent avoir une marge de liberté à propos de la meilleure façon de fournir des services publics locaux à leurs citoyens". Pour le CCRE, le critère le plus important devrait être celui du contrôle de la société et il appelle à "changer la législation en vigueur pour respecter les principes de subsidiarité et de démocratie locale"

---

## Réseaux transeuropéens de transports

La Commission a lancé le 27 janvier dernier une consultation publique sur l'extension des principaux réseaux transeuropéens de transport. La consultation sera close le 31 mars prochain et les résultats seront présentés à toutes les parties prenantes le 5 avril suivant à Bruxelles. Contributions et inscription en ligne sur :

[http://www.europa.eu.int/comm/ten/transport/2005\\_03\\_31\\_tent\\_consultation/doc/public\\_consultation\\_tent\\_fr.pdf](http://www.europa.eu.int/comm/ten/transport/2005_03_31_tent_consultation/doc/public_consultation_tent_fr.pdf)

of national situations"

[http://www.europa.eu.int/comm/competition/state\\_aid/region\\_al/multilateral\\_meeting/en.pdf](http://www.europa.eu.int/comm/competition/state_aid/region_al/multilateral_meeting/en.pdf)

---

## Compensations for public service obligations (PSO)

On 23<sup>rd</sup> February 2005, the European Parliament adopted the report for opinion of Sophia in't Veld (EPP, The Netherlands) on the controlling of compensations for PSO, ("Monti Package"). The report is proposing modifying the draft prepared by the Commission, on the following points ♦ not to automatically exclude the companies in the hospitals and social housing sectors from the notification of aid received. Member States which would want these sectors exempted will be required to provide a detailed description to the Commission ♦ entities which can qualify for such compensations for public service are those carrying out a public service mission, the mission being "entrusted, either through a fair and transparent tender procedure or by means of an official act", which leaves quit a wide choice to the public authority ♦ fixing of annual thresholds below which compensations for public service are exempted from notification at 50 million euros of turnover and at 15 million euros of compensation ♦ extension of the scope for exemptions "to air links with islands and to terrestrial and air links with distant and isolated communities", under the threshold of 300 000 passengers ♦ to precede the renewal of the official assistance with a study of the impact and with a consultation.

What conclusion will the Commission draw from this report?

---

## Public procurement

On 20<sup>th</sup> January 2005 the Council of European Municipalities and Regions (CEMR) criticised the content of the Court of Justice's ruling of 11<sup>th</sup> January, which says that the awarding of a public contract to a partly private company, regardless of the percentage of public participation, cannot be exempted from Community rules of the awarding of public contracts (ruling C-26/03 Stadt Halle, see bulletin 167). According to the CEMR, "the ruling in question constitutes a threat for the viability of companies controlled by public authorities throughout Europe". The CEMR deems that though competition is necessary, "local authorities must be given a certain degree of freedom in judging what is the best way of providing local public services to their citizens". For the CEMR, the most significant criterion should be that of the control of the company and it calling for "a change of the legislation in force in order to respect the principles of subsidiarity and of local democracy"

---

## Trans-European Networks - Transport

On 27<sup>th</sup> January 2005, the Commission launched a public consultation on the extension of principal trans-European transport networks. The consultation will be closed on 31<sup>st</sup> March and the results will be presented to all stakeholders on 5<sup>th</sup> April, in Brussels. Submissions and registration on line at:

[http://www.europa.eu.int/comm/ten/transport/2005\\_03\\_31\\_tent\\_consultation/doc/public\\_consultation\\_tent.pdf](http://www.europa.eu.int/comm/ten/transport/2005_03_31_tent_consultation/doc/public_consultation_tent.pdf)

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. [www.celsig.org](http://www.celsig.org). E-mail : [celsig@celsig.org](mailto:celsig@celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé par E-mail. *Distributed by E-mail*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.